

**Réponse opérationnelle d'ONU-Femmes au Mali
À la session annuelle 2016
Du Conseil d'Administration**

Note d'information

Résumé: Le contexte national est caractérisé par l'insécurité et la lenteur de la mise en œuvre de l'Accord de paix, essentiellement pour des questions de sécurité, alors même que des investissements massifs dans les services sociaux de base au Nord seront nécessaires pour que les citoyens perçoivent les dividendes de la paix et puissent cesser de soutenir les initiatives pro-djihadistes. Sur le plan politique, l'adoption en 2015 de la loi sur les quotas imposant 30% de femmes dans les postes nominatifs et électifs était un progrès substantiel par rapport à l'égalité du genre qui se concrétisera au cours des prochaines élections locales et régionales. La loi permettra de réduire la marginalisation des femmes dans les processus post-crise comme le DDR, la RSS, et la JT.

ONU-Femmes Mali se concentre sur trois domaines d'impact, tous soutenus par notre mandat: **i) *L'autonomisation économique des femmes dans*** le but de renforcer les capacités des agricultrices et des coopératives, le développement de l'infrastructure économique locale pour améliorer l'accès aux marchés; **ii) *Mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles*** (VFFF): La réponse d'ONU-Femmes vise à mobiliser les femmes, les filles, les hommes et les garçons au niveau individuel et communautaire pour le respect et l'égalité des sexes, le renforcement des capacités des institutions à mettre en œuvre des mécanismes pour mettre fin aux VFFF et autres formes de discrimination; et **iii) *Femmes, Paix et Sécurité***, domaine par lequel nous soutenons le redressement socio-économique et la participation politique des femmes et des filles dans les situations post-conflit, où nous plaidons aussi pour la prise en compte du genre dans la planification stratégique et dans l'action humanitaire

Réponse opérationnelle au Mali

Contexte:

L'insécurité et la lenteur de la mise en œuvre de l'Accord de paix: En 2016 les efforts pour mettre en œuvre l'accord de paix ont eu des résultats mitigés. Si les groupes rebelles ont cessé de se battre, les organisations terroristes continuent à empêcher toute présence significative du gouvernement et des organisations humanitaires dans certaines parties du nord. Les analystes crédibles estiment que des investissements massifs dans les services sociaux de base dans le Nord seront nécessaires pour que la population locale perçoive les dividendes de la paix et puissent cesser de soutenir les initiatives pro-djihadistes. Parmi les difficultés liées à la mise en œuvre de l'Accord se trouvent la persistance de l'insécurité ambiante qui freine la relance des actions de développement notamment au nord du pays ; la non disponibilité de tout le financement nécessaire à la réalisation des projets et programmes prévus à l'Annexe 3 de l'Accord ; et la complexité des procédures pour la mise en œuvre de certaines mesures et le décaissement du financement déjà acquis ;

Décentralisation et élections locales: Après les élections présidentielles et parlementaires qui ont mené à la fin à situation politique transitoire du pays, les autres élections critiques (locales et régionales) ont été reportées pour 3 ans, y compris du fait de l'insécurité. Cela a forcé le gouvernement à proposer la nomination d'administrations locales transitoires, ce qui retarde davantage la mise en œuvre de la décentralisation.

Loi sur la Promotion du Genre: Le gouvernement a tenu sa promesse aux organisations de femmes en passant en Décembre 2015, la Loi 052/2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, qui garantira un minimum de représentation de 30% aux femmes pour tous les postes électifs et nominatifs. Cependant, la mise en œuvre s'avère très lente. Les militants du genre espèrent que cette loi va remédier à la marginalisation des femmes dans les mécanismes post-crise, y compris la Justice Transitionnelle (JT), le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), la réforme du secteur de sécurité (SSR), en dépit de leurs souffrances pendant le conflit.

Le contexte de conflit susmentionné n'a fait qu'exacerber une longue situation d'accès limité des femmes aux services sociaux de base et aux opportunités économiques, avec peu de progrès dans les législations en matière d'égalité des sexes et la transformation sociale. Pour mieux remplir notre mandat dans un tel contexte, ONU-Femmes Mali a investi dans une série de recherches sociologiques pour améliorer notre compréhension de la dynamique du pouvoir, ainsi que la façon dont le changement se produit localement. Les études d'ONU-Femmes, désormais considérées comme référence par les principaux acteurs sont: "Comprendre le rôle des femmes dans les conflits du Mali" (2015); "Les 100 obstacles contre la promotion des droits des femmes au Mali : une analyse de leurs fondements sociaux culturels" (2016). Ils forment maintenant la base d'un programme de formation et de plaidoyer utilisé par ONU-Femmes et ses partenaires pour accélérer la transformation mentale requise pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au Mali.

Programme Focus:

ONU-Femmes Mali se concentre sur trois domaines d'impact, tous soutenus par notre mandat:

L'Autonomisation économiques des femmes : ce programme vise à renforcer les capacités des agricultrices et des coopératives de femmes, le développement de l'infrastructure économique locale pour améliorer l'accès aux marchés, réduire l'effort physique, et faire gagner du temps aux femmes agricultrices. ONU-Femmes soutient les associations de femmes et des femmes entrepreneuses pour répondre aux marchés publics et rendre responsable le secteur public en incluant le genre dans les politiques de marchés publics ; le renforcement de la résilience des femmes rurales dans un environnement d'insécurité alimentaire et de changement climatique : en soutenant des femmes rurales et des coopératives dirigées par des femmes pour accéder à l'énergie renouvelable et à des technologies appropriées pour l'augmentation des revenus et l'amélioration du statut social. Les principales initiatives comprennent **i)** la promotion des moyennes entreprises dirigées par des femmes dans plusieurs chaînes de valeur pour augmenter la productivité et leur part du marché, à travers des appels d'offres du gouvernement, et à participer à la gouvernance économique; **ii)** «Mali Muso», - une initiative visant à utiliser la performance genre des entreprises multinationales au Mali non seulement pour la promotion du genre dans le secteur privé mais aussi pour augmenter l'approvisionnement du marché local à travers les entreprises féminines et l'accès des femmes à des rôles non traditionnels dans le secteur privé; et **iii)** appuyer le financement des entreprises féminines et des infrastructures économiques pertinentes à travers des partenariats avec des institutions financières.

Mettre fin à la violence contre les femmes et les filles : Notre réponse vise à mobiliser les femmes, les filles, les hommes et les garçons au niveau individuel et communautaire pour le respect et l'égalité des sexes, le renforcement des capacités des institutions à mettre en œuvre des mécanismes pour mettre fin aux VFFF et autres formes de discrimination; tout en soutenant les prestataires de services sociaux (santé, police et justice, services sociaux) pour fournir un service de qualité, bien coordonné, et pour recueillir

et utiliser les données d'une manière transparente. Les principales initiatives comprennent **i)** Campagne Violences Basées sur le Genre (VBG) pour mobiliser les forces (société civile, les chefs traditionnels et religieux, l'opinion publique) pour l'adoption d'une loi sur la violence à l'égard des femmes et des filles; **ii)** Centres Holistique « One Stop Centers »: Des appuis aux acteurs publics et sociaux pour mettre en place des centres holistiques de services de qualité (en un seul endroit) pour venir au secours des survivantes de VBG; et guider les utilisateurs à demander des comptes et surveiller la qualité; **iii)** Muskoka – qui vise à mettre fin à la violence dans les centres de santé en partenariat avec UNFPA pour réduire la mortalité maternelle au niveau communautaire; **iv)** Campagne HeforShe soulignant l'implication des garçons et des hommes dans l'égalité des sexes, notamment en matière d'éradication des VBG et les pratiques traditionnelles néfastes.

Femmes, Paix et Sécurité: Nous soutenons le redressement socio-économique et la participation politique des femmes et des filles dans les situations post-conflit, où nous plaillons aussi pour la prise en compte du genre dans la planification stratégique et dans l'action humanitaire ; et veillons à ce que les droits humains des femmes et des filles soient respectés et leur sécurité, santé physique et mentale soient assurés. Les principales initiatives comprennent **i)** Le programme pour la mise en œuvre du Plan d'Action National (PAN) de la Résolution 1325 du CSNU sur les femmes, paix et sécurité qui comprend la prévention, la protection, la participation et la reprise économique à travers un Panier Commun de Financement (aligné à instrument d'accélération globale - GAI) pour accompagner les acteurs locaux; **ii)** Mise en place des cases de la paix, des groupes inter-ethniques de femmes visant à un dialogue communautaire, la promotion pour la paix, la résolution des conflits communautaires, tout en engageant les autorités sécuritaires et judiciaires sur les questions liées à la sécurité des femmes; ainsi que le soutien des victimes de VBG et un centre de refuge des femmes victimes (ou à risque) de violence basée sur le genre liée au conflit ou au post-conflit; **iii)** la formation des acteurs humanitaires sur l'égalité des sexes y compris par le Marqueur Genre (un outil d'évaluation de la performance du genre pour la programmation dans les situations d'urgence); **iv)** projet de recherche sur le rôle des femmes dans le conflit et leur contribution potentielle à la paix aboutissant à un programme conjoint post-conflit en partenariat avec 5 agences des NU pour appuyer la participation des femmes dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), la réforme du secteur de sécurité (SSR), la justice transitionnelle (JT), ainsi que la justice et l'Etat de droit.

Mandat Normative d'ONU-Femmes au Mali:

ONU-Femmes soutient le développement et la mise en œuvre de la stratégie de l'égalité des sexes des Nations Unies qui couvre également la MINUSMA; promeut les normes du genre sur la base des indicateurs convenus à l'échelle nationale dans le secteur privé; promeut l'efficacité de l'aide en adoptant une perspective genre dans la communauté des donateurs, et guide le gouvernement à faire des rapports et des revues en matière de genre du pays, y compris sur la plate - forme d'action de Beijing et CEDEF. Les principales initiatives comprennent **i)** Partenariat avec le Patronat Malien et le gouvernement pour l'élaboration d'indicateurs de performance dans la sensibilité au genre dans le secteur privé, avec un système de récompense de 1 à 5 étoiles; **ii)** Programme de formation aux agences donatrices au Mali sur l'intégration approprié du genre dans le développement international, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Ces sessions ont déjà eu lieu avec les ambassades et les agences de coopération, comme la France, la Belgique, l'Union Européenne et la Banque africaine de développement (BAD), et incluent aussi le soutien à l'intégration du genre dans les projets financés par les bailleurs de fonds au Mali; et **iii)** Coordonner le Groupe Thématique Genre, ainsi que le dialogue politique avec le gouvernement sur les questions de

genre. L'objectif principal est de conseiller le gouvernement sur les stratégies de développement et de soutenir la politique nationale genre.

Partenariat

